

À l'attention de M. Bonnafé
Président directeur général de BNP Paribas

Mercredi 18 novembre 2015

Cher Monsieur,

Dès le lendemain des attentats du 13 novembre, par l'intermédiaire de Madame Pessez, déléguée à la responsabilité sociale et environnementale de BNP Paribas, vous avez argué de "*l'état d'urgence désormais en vigueur*" pour nous "*demander instamment de cesser (nos) actions de vols de chaise, toute intrusion dans (vos) agences pouvant avoir des conséquences très graves*".

À ce jour 35 actions de réquisitions citoyennes ont eu lieu, dans de nombreuses villes en France, et même à l'étranger, dans des banques impliquées dans l'évasion fiscale. Ces actions ont répondu à l'« [Appel à réquisitionner 196 chaises](#) »⁽¹⁾ qui a été lancé le 30 septembre par des dizaines de personnalités, dont le philosophe et ancien Résistant Edgar Morin, le sociologue Alain Caillé, l'essayiste Susan George, le philosophe et ancien Haut référendaire à la Cour des Comptes Patrick Viveret, ou l'ancien Résistant Claude Alphandéry.

Ces 196 chaises réquisitionnées réapparaîtront publiquement dans le cadre d'un Sommet des peuples qui fera notamment le lien entre l'évasion fiscale et la question du financement du Fonds Vert pour le climat, en pleine COP21 entre les deux semaines de négociations, le dimanche 6 décembre.

Sur les 35 actions de réquisitions citoyennes qui ont déjà été menées, 27 ont eu lieu dans des agences de BNP Paribas. Votre établissement a été particulièrement visé car il est en pointe dans l'organisation de l'évasion fiscale via ses 171 filiales dans les paradis fiscaux, dont 7 dans les Îles Caïmans.

L'évasion fiscale est un facteur majeur de l'impuissance des Etats à financer la transition écologique et sociale, à commencer par le Fonds vert pour le climat. En outre de nombreux rapports ont décrit la façon dont les mafias criminelles et terroristes utilisent les filiales bancaires dans les paradis fiscaux pour blanchir leur argent et financer leurs opérations. Votre présence active dans ces territoires contribue à légitimer leurs pratiques d'opacité et de dissimulation. En hommage aux victimes des attentats et pour respecter cette période de deuil, nous avons suspendu quelques jours nos actions dans vos agences.

Aujourd'hui, nous sommes déterminés à poursuivre et à amplifier notre action contre vos pratiques qui ont "des conséquences très graves" et constituent un trouble manifeste à l'ordre public économique, social et environnemental. Nous appelons à une opération citoyenne de réquisition au siège de votre établissement le vendredi 27 novembre, à la veille de l'ouverture de la COP21.

Par esprit de responsabilité, nous sommes prêts à appeler à la suspension des réquisitions de chaises dans les agences de la BNP si vous annoncez la fermeture de vos 7 filiales dans les îles Caimans.

Vu le caractère exceptionnel de la situation, nous sollicitons une rencontre avec vous dans les jours qui viennent afin d'examiner les conditions dans lesquelles nous pourrions exercer ensemble notre esprit de responsabilité et montrer notre attachement au bien commun.

Enfin, par souci de transparence, nous comptons rendre cette lettre publique.

Cordialement,

Thomas Coutrot (porte-parole d'Attac), Florent Compain (président des Amis de la Terre), TxeTx Etcheverry (membre de la Coordination d'*Action Non-Violente COP21*)

1 www.liberation.fr/debats/2015/09/29/pour-le-climat-appel-a-tous-les-faucheurs-de-chaises_1393535